La révolte des enseignants aux États-Unis. Un mouvement auto-organisé de grande ampleur

jeudi 9 août 2018, par VINON Régine (Date de rédaction antérieure : 1er mai 2018).

Exaspérés par des budgets réduits à la portion congrue et par des salaires misérables, les enseignant-e-s de l'école publique ont fait ou font grève et manifestent dans une bonne partie du pays. Partie de Virginie Occidentale en février, la vague a progressé vers l'Oklahoma et le Kentucky, pour atteindre l'Arizona et le Colorado, puis la Caroline du Nord. Et des acquis non négligeables ont d'ores et déjà été engrangés.

Sommaire

- Au début, la Virginie Occident
- Budgets en berne, salaires au
- Des avancées rapides
- S'organiser à la base. L'exemp
- Ce n'est qu'un début ?

Il faut dire que les coupes dans les budgets de l'Education publique ont été drastiques aux Etats-Unis depuis la crise de 2008. Elles ont été particulièrement brutales dans certains Etats, dont ceux qui sont aujourd'hui en mouvement. Dans ce pays, ce sont les différents Etats et collectivités locales qui financent l'éducation, le gouvernement fédéral n'intervenant que pour des subventions ciblées, comme pour les enfants handicapés par exemple.

Les salaires des enseignant-e-s et de tout le personnel attaché à l'éducation, les budgets alloués aux écoles ont fondu depuis dix ans. Les écoles publiques ont été sacrifiées au profit des plus riches, bénéficiaires des baisses d'impôt pratiquées à grande échelle depuis des années.

Avec le soutien actif du gouvernement fédéral, les gouvernements des Etats dominés par les Républicains suivent en outre une politique de privatisation de l'éducation ; les coupes dans le service public servent non seulement à décourager de l'enseignement public, mais aussi à financer des systèmes de bons scolaires (*« vouchers »*) qui sont remis aux familles souhaitant envoyer leurs enfants dans le privé.

L'état des écoles publiques est un véritable marqueur des inégalités grandissantes aux Etats-Unis : d'un côté des campus ultra-modernes et bien équipés dans les beaux quartiers, de l'autre, dans les régions et quartiers délaissés, des écoles qui manquent de tout, et pour les personnels des salaires qui ne permettent pas de joindre les deux bouts.

Ces grèves massives, déterminées et populaires, sont un phénomène particulièrement marquant dans ce pays qui encadre fortement le droit de grève, notamment parmi les personnels travaillant pour le secteur public.

Au début, la Virginie Occidentale

C’est dans cet Etat que tout a commencé. Du 22 février au 3 mars, une grève des enseignant-e-s a immobilisé toutes les écoles de l’Etat, dans ses 55 comtés. Le mouvement a montré une force incroyable, tout à fait inhabituelle dans le pays. Trente mille enseignants et personnels scolaires ont participé au combat. Dans cet Etat où il est interdit de discuter collectivement des dispositions sociales, les enseignants ont décidé de se faire entendre tous ensemble. Ils ont réussi au-delà de leurs espérances, et leur exemple a été suivi depuis dans plusieurs autres Etats, où leurs collègues se sont dit : ils y sont arrivés, pourquoi pas nous ?

En Virginie Occidentale, le salaire moyen des enseignant-e-s est l’un des moins élevés du pays, 34 000 dollars annuels pour un salaire moyen national de 58 000 dollars, au point que de nombreux profs sont contraints d’avoir des petits boulots à côté pour boucler leurs fins de mois. On retrouve ce scénario dans la plupart des Etats qui leur ont emboîté le pas. Sur cette base misérable, les autorités voulaient augmenter les cotisations santé des personnels de 300 dollars mensuels en 2019.

Dans cet Etat ravagé par la crise de 2008, de nombreux habitants sont pauvres et les enfants dépendants des repas scolaires, qui constituent souvent leur seul repas chaud de la journée. Anticipant la grève, les enseignant-e-s avaient récolté de la nourriture pour leurs élèves. Pendant le mouvement, ils et elles ont mis en place des distributions de bons permettant aux familles de recevoir des colis de nourriture, certain-e-s allant en personne distribuer des aliments aux domiciles des élèves.

Les enseignant-e-s se sont adressés aux parents pour leur expliquer les raisons de leur grève. A la suite de ces discussions, de nombreux salariés et parents de l’Etat ont rejoint les manifestations. Si bien qu’au deuxième jour de la grève, le gouverneur annonçait qu’il avait miraculeusement trouvé de l’argent et se mettait d’accord avec les dirigeants syndicaux pour une augmentation de 5 % – étendue à tous les travailleurs des services publics de l’Etat. Il acceptait aussi de repousser les coupes envisagées dans les remboursements de l’assurance santé. Attendant de voir ce que valaient les déclarations des politiques, les enseignant-e-s ont cependant continué leur mouvement jusqu’à ce que l’accord soit formalisé dans la loi.

En Virginie Occidentale comme dans tout le pays, les syndicats se sont affaiblis au fil des ans. Cette situation explique que des militants syndicaux de base aient pu accéder plus facilement à des positions de responsabilité. On trouve parmi eux de nombreux dirigeants des grèves actuelles. Le fait de devenir des élus syndicaux leur a permis de s’appuyer sur une série de structures syndicales pour s’organiser et se coordonner, et trouver ainsi la force de surmonter les hésitations des dirigeants officiels. Les enseignant-e-s se sont globalement organisés indépendamment de ces derniers.

Une page Facebook a d’abord été mise en place pour discuter de comment s’organiser, 20 000 personnes rejoignant très rapidement ce groupe. Les enseignant-e-s n’ont pas suivi les conseils de leurs dirigeants syndicaux, qui proposaient que la grève soit tournante, quelques écoles à la fois devant être fermées, un comté après l’autre. Les militants de base n’étaient pas d’accord : une grève doit être totale ou n’a pas de raison d’être, dirent-ils. Cette détermination et la préparation de la grève en amont ont pris au dépourvu les responsables politiques et les bureaucrates syndicaux.

Les enseignant-e-s l’ont emporté pour plusieurs raisons : ils et elles se sont organisés au niveau local, ce qui permettait que toutes et tous puissent décider en commun au jour le jour, ont contrôlé leurs dirigeants du début à la fin, et se sont adressés suffisamment tôt aux parents d’élèves pour obtenir un large soutien populaire.

L’exemple de la Virginie Occidentale a fait tache d’huile dans plusieurs Etats du centre et du sud, victimes des mêmes problèmes. Le sens de l’organisation montré par les enseignants les a aidés à prendre leurs affaires en main dans d’autres régions. C’était cela le frein principal aux luttes, car du point de vue des raisons de la colère, il y en avait plus que nécessaire.

Budgets en berne, salaires au plus bas

On l’a vu plus haut, du fait de leurs très bas salaires de nombreux enseignants sont obligés d’avoir à côté un deuxième, voire un troisième emploi. Ainsi, certains sont en outre chauffeurs pour Uber, agents immobiliers, caissiers dans un supermarché Walmart, livreurs de pizzas. Ils donnent aussi des cours en ligne aux enfants de riches familles chinoises, pour lesquels ils sont payés trois fois leur salaire !

Dans l’Oklahoma, l’Etat sacrifie également ses services publics, misant tout sur l’extraction pétrolière. Le budget des écoles publiques a été saigné de 30 % en dix ans. Les écoles ferment un jour par semaine afin de réduire leurs coûts. Les enseignant-e-s prennent sur leurs propres deniers pour pallier l’incurie de l’Etat. Ils et elles achètent du matériel comme des lampes, des livres, des objets de décoration. L’une d’entre elles témoigne dans Médiapart qu’elle dépense 100 dollars par mois pour sa classe en achats divers et variés, afin d’améliorer les conditions d’enseignement. Une professeure de biologie indique qu’elle a perdu 40 000 dollars par an lorsqu’elle a déménagé de l’Illinois vers l’Oklahoma afin de suivre son mari. C’est dire le niveau lamentable des salaires dans cet Etat, qui détient le record des rémunérations les plus basses, cinquantième sur cinquante.

Dans le Kentucky, c’est une attaque contre les retraites des employés du public, une de plus dans la longue liste des atteintes envers ce secteur, qui a déclenché le mouvement. Les reculs en question avaient été votés subrepticement dans une loi concernant… les réseaux des égouts ! Cet Etat, gagné par les Républicains un an avant l’élection de Trump, s’est attaqué depuis à tout ce qui peut ressembler à un service public : coupes claires dans les salaires, développement d’écoles privées sous contrat et « charter schools », des écoles à financement public qui doivent appliquer les programmes locaux et afficher des moyennes aux tests aux moins égales à celle de leur district, mais qui sont gérées de manière autonome. A quoi il faut ajouter des restrictions au droit de grève et ces attaques contre les retraité-e-s qui allaient perdre le rattrapage de leurs pensions par rapport à l’inflation, tandis que les salarié-e-s en poste devaient voir augmenté leur âge de départ en retraite.

En Arizona comme dans d’autres Etats, les classes sont surchargées, les bureaux cassés et non remplacés, les plafonds menacent de s’effondrer. Il manque des chaises mais pas de rongeurs qui envahissent les écoles, le matériel est hors d’âge et les bus scolaires ne sont pas équipés en air conditionné. Une des cartes affichées dans une classe indique encore l’Union Soviétique, des manuels parlent toujours du président George W. Bush. Depuis 2010, compte tenu de l’inflation, les salaires ont perdu 10 % alors qu’auparavant ils se situaient déjà tout en bas de l’échelle ; ils accusent désormais un retard de 12 000 dollars sur la moyenne nationale.

L’investissement annuel de l’Etat dans l’éducation publique est inférieur de plus d’un milliard de dollars à ce qu’il était avant 2008. Ces coupes sont allées de pair avec la plus grande offensive de privatisation connue dans le pays. Les aides au privé sont fortement encouragées par la ministre fédérale de l’Education, la milliardaire Betsy DeVos, qui a consacré une bonne partie de sa carrière à la cause de la privatisation de l’éducation. Environ 17 % des élèves d’Arizona fréquentent aujourd’hui une école privée sous contrat, plus de trois fois la moyenne nationale.

Une conséquence en est une reprise de la ségrégation : alors que 44 % des étudiants de l’Etat sont latino-américains, ils représentent seulement 36 % des étudiants du privé. En parallèle, les baisses

d’impôt ont favorisé les super-riches : 74 % des entreprises de l’Etat ne paient chaque année que 50 dollars ou moins, et au total elles verseront 949 millions de moins en 2019 par rapport à 2007. Les plus pauvres paient 12,50 dollars d’impôts et taxes locales pour chaque 100 dollars gagnés, comparés aux 5,70 dollars versés par les millionnaires, rapporte le site Socialist Worker.

Des avancées rapides

En Virginie Occidentale, les enseignants et les autres personnels des écoles ont rapidement obtenu une hausse de 5 % de leurs salaires.

En Oklahoma, les pouvoirs publics ont reculé avant même la grève. Devant la force des réunions des enseignants et des personnels éducatifs qui se tenaient pour préparer un mouvement, le gouverneur a concédé 400 millions de dollars, affectés à une augmentation de 6000 dollars annuels pour les enseignants et de 1250 dollars pour le reste du personnel scolaire. 70 millions de dollars ont en outre été débloqués pour le service public d’éducation. Malgré cela, les salarié-e-s ont poursuivi la grève pendant quinze jours, sans obtenir cependant l’augmentation demandée de 10 000 dollars sur trois ans et de 5000 dollars annuels pour les personnels non enseignants. Le syndicat les avait entretemps lâchés, c’est une des raisons pour lesquelles ils ont repris le travail. Mais bien sûr, ils ont obtenu beaucoup.

Au Colorado, les manifestations de profs ont imposé un recul du pouvoir sur la hausse programmée de leurs cotisations santé, mais d’autres actions restent prévues. En Arizona, la seule menace de grève a suffi à arracher une promesse d’augmentation de 20 %.

S’organiser à la base. L’exemple de l’Arizona

Les syndicats étatsuniens sont encore plus mous et paralysés qu’en France. Depuis, dix ans, ils ont laissé passer toutes les attaques contre l’éducation. Le fait de s’organiser indépendamment d’eux a donc été une nécessité pour ceux et celles qui voulaient se battre et pour qui « trop, c’est trop », selon un slogan souvent repris dans les rassemblements. Cela a souvent commencé par une page Facebook, rapidement rejointe par des milliers de salariés du secteur – par exemple, 36 000 au Kentucky.

L’exemple de l’Arizona est particulièrement éclairant. Cet Etat, au contraire de la Virginie occidentale et de l’Oklahoma, n’avait jamais connu de grève enseignante touchant tout l’Etat. Menés par un groupe dynamique de militants de base, Arizona Educators United (AEU), des dizaines de milliers de salarié-e-s ont réussi à s’organiser en moins de deux mois. Dès que certain-e-s militant-e-s ont décidé de s’y mettre à la suite de la Virginie Occidentale, ils et elles sont entrés en contact avec les leaders de Virginie pour leur demander des conseils sur la façon de s’organiser. Il semble que les militant-e-s de l’Arizona aient dépassé leur maître, en préparant leur mouvement pendant deux mois, avec une série de tests afin de vérifier l’implication de leurs collègues.

Dans un premier temps, il leur a été conseillé de s’habiller en rouge, pour entrer dans le cadre du mouvement « Red for Ed » (en rouge pour l’éducation [1]) lancé en Virginie Occidentale – ce qu’ils et elles ont fait à partir du 7 mars et les vendredis suivants –, puis de placer des marques rouges sur leurs véhicules et leurs maisons. Cela peut sembler modeste, « mais a aidé à dépasser la peur et à se sentir moins isolés », affirment les leaders du mouvement. Si vous n’avez pas la confiance de mener de petites actions, comment feriez vous pour en mener une grande ? expliquaient-ils. La mobilisation suivante a été un rassemblement de quelques milliers devant le Capitole (siège de la législature, à

Phoenix), revendiquant une augmentation de 20 %, la restauration du milliard perdu depuis 2008 et un gel des réductions d'impôts. Des réseaux ont été organisés dans chaque école. Le 11 avril, plus de 110 000 éducateurs et éducatrices, parents et élèves ont participé à des rassemblements à travers l'Arizona. Le 15 avril, les enseignant-e-s ont été appelés à voter au niveau de l'Etat en faveur de la grève. Sur plus de 57 000 votants, 78 % se sont prononcés pour la grève. Munis d'un mandat clair pour l'action, les dirigeants du mouvement ont annoncé que la grève commencerait le 26 avril.

Ce jour-là, d'après la presse étatsunienne, plus de 850 000 écoliers et lycéens d'Arizona n'ont pas eu cours. Selon un sondage, 63 % de l'ensemble de la population soutenait le mouvement – pas mal pour un bastion du conservatisme. Significatif aussi est le fait qu'il n'y ait pas eu d'hostilité des syndicats officiels, qui ont au contraire exprimé un soutien.

Le 12 avril, le gouverneur républicain de l'Arizona, Doug Ducey, avait appelé le congrès de l'Etat à voter une hausse « méritée » de 20 % des salaires des enseignants d'ici à 2020 et une augmentation des financements pour l'éducation de 371 millions de dollars à l'horizon 2023. Alors que deux jours auparavant, il ne proposait que 34 millions de budget supplémentaire et 1 % d'augmentation des salaires.

Pourquoi un tel changement d'avis ? Le 11 avril, plus de 100 000 éducateurs, parents, élèves et membres de la communauté éducative avaient participé à plus de 1000 rassemblements devant les écoles, pour discuter collectivement des choix et formes de lutte mises en place par les enseignants de l'Etat. A la fin du rassemblement, les participants étaient entrés lentement dans les écoles, en se tenant par la main par groupes de trois ou quatre. C'est à la suite de ces actions que le gouverneur a annoncé ses mesures. Les manifestant-e-s ne sont cependant pas satisfaits de ces promesses, d'autant que les mesures annoncées ne concernaient que les enseignant-e-s et non tout le personnel éducatif, et qu'il n'y avait pas de nouveaux fonds débloqués, ceux-ci devant être pris ailleurs, ce qui pouvait avoir des conséquences négatives dans d'autres secteurs.

La grève commencée le 26 avril a pris fin le 3 mai, après que la Chambre des représentants de l'Etat eut voté une augmentation immédiate des salaires de 10 %, auxquels s'ajouteront 5 % en 2019 et 5 % en 2020, ainsi qu'une augmentation immédiate des fonds destinés à l'enseignement public de 400 millions de dollars – avec une promesse de revenir dès 2020 au niveau pré-récession du budget de 2008.

Ce n'est qu'un début ?

Cette profession est aux Etats-Unis très majoritairement féminine et dans le mouvement de masse que l'on a vu se développer et qui se poursuit, un Etat après l'autre, les femmes jouent naturellement un rôle de tout premier plan. En ce sens, comme de nombreuses auteures l'ont signalé, la mobilisation enseignante ne s'explique pas en dehors du mouvement national de révolte anti-Trump dont les marches des femmes de janvier 2017 et 2018 ont jusqu'à présent représenté l'expression la plus massive et spectaculaire.

Un autre aspect notable est l'implication de nombreux jeunes, radicalisés par le mouvement Black Lives Matter puis par celui dénonçant, après la tuerie de Parkland en février dernier, la prolifération des armes à feu. Des élèves et étudiants, notamment de couleur, ont scandé « Virginie occidentale, Oklahoma, Arizona et Kentucky, ne coupez pas, financez, et les vies noires comptent ».Une nouvelle génération se politise à grande vitesse depuis l'accession au pouvoir de Trump et toutes les mesures prises par son administration en faveur des plus riches.

Un autre caractéristique commune à ces protestations est le fait que les enseignant-e-s soient loin

d’être seuls dans leur lutte. Ils et elles ont réussi à s’attirer le soutien d’autres travailleurs, de parents et de jeunes, à qui ils ont redonné de l’espoir. Comme le disait un camionneur lors d’une des manifestations, « le combat ne fait que commencer, nous sommes un mouvement très actif. Comme vous le voyez les enseignant-e-s ont vraiment organisé leur mouvement ». En Virginie Occidentale notamment, ce ne sont pas seulement les enseignant-e-s qui se sont mis en grève, mais l’ensemble des salarié-e-s de la communauté éducative. C’est notamment la grève des conducteurs des bus scolaires qui a poussé les directeurs à décider de la fermeture de toutes les écoles de l’Etat.

Jusqu’à présent, la révolte des enseignant-e-s a gagné des Etats gouvernés essentiellement par les Républicains (les majorités étant partagées au Colorado entre les deux grands partis, selon les postes et instances électives, tandis qu’en Caroline du Nord le gouverneur démocrate doit composer avec un congrès très nettement républicain). Pour beaucoup, il s’agit aussi d’Etats largement ruraux, dont la population est très majoritairement blanche et comporte en son sein une forte proportion se revendiquant évangéliste ; autrement dit, des Etats du sud et du centre qui sont considérés comme des bastions de la réaction, et où les Républicains ont appliqué les mesures les plus dures contre le service public d’éducation.

Mais les coupes budgétaires qui détériorent globalement l’enseignement public et qui entraînent une nouvelle ségrégation entre quartiers pauvres (aux fortes proportions d’habitant-e-s Noirs et Latinos) et riches (pour l’essentiel, Blancs), les mesures favorables au privé et les blocages des salaires des personnels concernent également les Etats dirigés par les Démocrates. Ainsi, une enseignante de New York sera certes bien mieux payée que sa consœur de l’Oklahoma, mais pas au point de gagner deux fois plus, alors même que le coût de la vie est deux fois plus élevé sur le territoire de la « Grosse pomme ». Pourquoi la mobilisation ne s’est-elle pas, à ce stade, étendue aux régions les plus urbanisées et où le mouvement ouvrier et syndical reste le plus présent ? Les directions des syndicats enseignants, liées au parti Démocrate et qui finissent toujours par soutenir ses élus, jouent à l’évidence un grand rôle pour cela. Ce sera peut-être le prochain verrou à sauter.

Quoi qu’il en soit les grévistes, les militant-e-s à travers tout le pays ont d’ores et déjà pu tirer de nombreuses leçons. Ils et elles ont renoué avec les traditions de la grève, et ont pu constater qu’il n’y avait pas de meilleur moyen de gagner que d’arrêter le travail à 100 %. Ils et elles ont compris que pour mener une lutte victorieuse, il ne suffit pas de protestations massives, de grandes manifestations, voire de nombreux abonnés à une page Facebook, mais qu’il est nécessaire d’arrêter le travail. Et dans ce cadre, de s’organiser à la base et de recueillir le soutien d’autres salarié-e-s, touchés eux et elles aussi par les politiques d’austérité qui s’enchaînent depuis des années.

Régine Vinon

P.-S.

• Créé le Mercredi 20 juin 2018, mise à jour Mercredi 20 juin 2018, 10:28 :
https://npa2009.org/idees/international/la-revolte-des-enseignants-aux-etats-unis

Notes

[1] AEU